

Jeffrey Sachs : Accord États-Unis–Iran conclu - Paix ou pause tactique ?

Le professeur Jeffrey Sachs évoque l'annonce des États-Unis selon laquelle un accord entre les États-Unis et l'Iran a été conclu. Chaîne YouTube de Jeffrey Sachs : <https://www.youtube.com/@JeffreyDSachsOfficial> Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à tous. Aujourd'hui, nous sommes lundi quinze juin, et nous recevons le professeur Jeffrey Sachs pour parler de la possibilité, eh bien, qu'une paix voie le jour en Iran. Merci d'être avec nous. On a vu que Trump a annoncé qu'un accord avait été conclu. Alors, bien sûr, on aimerait être optimiste, mais comment voyez-vous cet accord ? Est-il vraiment durable ? Parce qu'il suppose des concessions difficiles. Je sais que beaucoup de gens aux États-Unis, et sans doute une majorité en Israël, n'en veulent pas. Et si l'on ajoute à cela que les États-Unis n'ont pas une grande réputation quand il s'agit d'appliquer ce genre d'accords, surtout avec l'Iran, comment justifier cet optimisme aujourd'hui ?

#Guest

Eh bien, bien sûr, il faut être extrêmement prudent, parce que les détails de ce qui aurait été signé — et maintenant, toutes les parties, l'Iran, les États-Unis et les médiateurs pakistanais, affirment qu'un accord a bien été signé — eh bien, on ne connaît pas encore les détails. Et tout cela se déroule en plusieurs étapes. D'après ce qu'on sait, en tout cas, ça pourrait très facilement s'effondrer. Alors, qu'est-ce qu'on sait exactement ? On sait que les trois parties ont déclaré qu'il y aurait un cessez-le-feu. Et ces trois parties, ce sont, je devrais le préciser, deux des protagonistes — les États-Unis et l'Iran — et le troisième, le médiateur, le Pakistan. Cela n'inclut pas Israël.

Alors, Israël n'est pas partie prenante officielle à cet accord, du moins à ce qu'on en sait. L'accord semble prévoir une fin des hostilités. L'expression utilisée dans l'annonce pakistanaise était « une fin permanente des hostilités ». Apparemment, cela se ferait en plusieurs étapes, deux grandes phases. La première consisterait à rouvrir le détroit d'Ormuz et à relancer le commerce international du pétrole et du gaz. La deuxième phase concernerait les questions nucléaires. D'après les annonces, l'

accord ne comprendrait pas d'autres types d'exigences que les États-Unis avaient autrefois mises sur la table, comme celles liées aux systèmes de missiles iraniens ou au soutien de Téhéran à d'autres groupes dans la région, comme le Hezbollah.

Il semble donc qu'il s'agisse d'un accord en deux étapes. D'abord, rouvrir le détroit d'Ormuz. Ensuite, sur une période d'environ soixante jours, négocier une forme de résolution sur la question nucléaire. Dans ce cadre, l'Iran s'engagerait, d'une manière irrévocable, à ne pas produire ni acquérir, par achat ou par tout autre moyen, une arme nucléaire. En échange, les États-Unis et d'autres pays lèveraient les sanctions économiques internationales. Voilà, en gros, le cadre de l'accord. À l'intérieur de ce cadre, il y a beaucoup de déclarations, mais pas beaucoup de clarté. Comment le détroit d'Ormuz sera-t-il géré à l'avenir ? Du côté iranien, il semble qu'on dise que ce n'est pas une voie maritime internationale, mais une voie partagée entre l'Iran et Oman, dont ils auraient la coresponsabilité.

On ne sait pas vraiment si c'est inscrit dans l'accord ou pas. Le président Trump a dit qu'aucun péage ne serait appliqué, et ça pourrait faire partie des termes de l'accord. L'Iran réclamait un droit de passage d'un dollar par baril de pétrole pour les navires qui traversent, et peut-être que cette demande a été abandonnée. De l'autre côté, on parle du dégel des avoirs iraniens bloqués par les États-Unis, pour un montant évoqué d'environ vingt-cinq milliards de dollars. Mais de quels avoirs s'agit-il exactement ? Pourquoi ? Comment ? Par quelle autorité les États-Unis les ont-ils gelés ? Ce qu'on compte réellement ici n'est pas très clair. Il semble toutefois qu'un certain arrangement ait été trouvé : le trafic physique devrait reprendre, d'une manière symbolique ou peut-être plus concrète. Le contrôle iranien et omanais sur le détroit, lui, devrait se poursuivre.

Et si les rumeurs sont exactes, aucun péage ne serait appliqué sur le transport de pétrole et de gaz. En revanche, les États-Unis devraient débloquer une part importante, disons-le comme ça, des avoirs qui avaient été gelés auparavant. Maintenant, Israël ne fait pas partie de cet accord, et le gouvernement Netanyahu n'accepterait certainement pas l'un des points essentiels de cet accord, à savoir qu'il inclurait un arrêt des combats au Liban. Ce qui a été réellement convenu concernant le Liban reste d'ailleurs assez flou. Mais si le passé peut servir d'indicateur — et il le peut, évidemment —, Israël pourrait chercher à saper ou à faire échouer l'accord, soit en poursuivant les bombardements au Liban, soit en trouvant un prétexte, par exemple en affirmant que le Hezbollah a lancé un drone ou un missile sur Israël. Et dans ce cas, les bombardements sur Beyrouth continueraient.

Tout ça, en fait, c'est pour dire que la situation est extrêmement fragile. En gros, au fond, d'après ce qu'on peut comprendre, on revient plus ou moins à la situation d'avant l'attaque du vingt-huit février menée par Israël et les États-Unis contre l'Iran. Avec, peut-être, quelques changements importants : un contrôle plus formel du détroit, peut-être un dégel partiel des avoirs iraniens... ou peut-être pas. Désolé d'être aussi vague, mais nos grands médias ne font même pas semblant de nous dire ce que contient l'accord. On a quelques informations limitées venant des médias iraniens, mais à part ça, beaucoup de détails restent flous. Je pense qu'il y a quand même une vérité essentielle qu'on peut

affirmer, même à ce stade : cette guerre n'a absolument rien accompli. Elle n'a servi à rien. C'était stupide.

C'était une opération du Mossad, essentiellement vendue aux États-Unis. Elle a tué beaucoup de gens. Elle a causé énormément de dégâts. C'est le résultat de personnes fondamentalement irresponsables, aux commandes en Israël et aux États-Unis. Rien de bon n'en est sorti, pas la moindre avancée concrète ayant la moindre valeur pour les États-Unis. Israël en est sorti affaibli, c'est certain, sur le plan diplomatique. Combien de fois Trump lui-même a-t-il traité Netanyahu de fou, avec des insultes, y compris encore hier ? L'image d'Israël dans le monde, et à juste titre, est dans un état catastrophique, parce qu'Israël est devenu un véritable État voyou, un État meurtrier institutionnalisé. Et c'est une honte de voir comment il se comporte. Donc, Israël est clairement le grand perdant. Quant aux États-Unis, ils ont perdu toute aura de force et d'invincibilité dans cette affaire.

Je ne dirais pas que l'Iran est le grand gagnant, non. Le pays est épuisé. Il a subi des milliers de morts, des dizaines de milliards de dollars de dégâts. Une guerre peut ne produire que des perdants. Et c'est exactement ce qui s'est passé ici. C'était une guerre perdue d'avance, lancée de façon insensée par Israël et les États-Unis. Elle n'a absolument rien accompli. Quant à savoir si c'est vraiment fini, ça reste à voir. Ce n'est certainement pas un nouveau départ pour le Moyen-Orient, contrairement à ce que disent les courtisans de Trump. Mais peut-être que ce cessez-le-feu fragile tiendra. Ma boîte mail est déjà pleine de messages affirmant qu'il s'effondrera d'ici quarante-huit heures. Que c'est un prétexte, une ruse. Pour ma part, je n'irais pas jusque-là. Les deux camps, l'Iran comme les États-Unis, ont de bonnes raisons de vouloir que les combats cessent.

Alors peut-être que les combats vont s'arrêter. Israël ne semble jamais cesser de se battre. Mais Israël est en train de s'effondrer ouvertement, du moins en ce qui concerne le soutien qu'il reçoit aux États-Unis et dans le reste du monde. Donc peut-être que, cette fois, Israël ne fera pas échouer la paix. Parce que, peut-être, ce que Trump dit très clairement en public — qu'il est, je cite le président des États-Unis, un « foutu malade » — et je précise, je ne ferais pas usage de ce langage autrement, je ne fais que citer la Maison-Blanche — peut-être que ça reflète en fait le fait que, vu l'état de la politique américaine, avec une élection qui approche et la cote de popularité de Trump en forte chute, il n'y a pas d'envie, en ce moment, de laisser Israël rejouer ses jeux habituels et désastreux.

#Glenn

Eh bien, vous avez mentionné ce flou autour de ce que l'accord impliquerait. Je pense que c'est presque inévitable maintenant, parce qu'il y a beaucoup de concessions douloureuses. Par exemple, dans le détroit d'Ormuz, on dit qu'il n'y aura pas de péage. Mais un péage, ça suppose juste un coût d'entrée. En revanche, il y aura des frais, ce qui, je suppose, correspond plutôt à un soutien opérationnel. Ce n'est pas rien, juridiquement parlant. Ça veut dire qu'il y aura une assistance à la navigation, des opérations de sauvetage, une protection de l'environnement, différentes questions

de sécurité. Donc oui, il y a une vraie distinction juridique entre un péage et des frais. Mais au final, ces frais n'existaient pas avant cette guerre, et ils existeront après. Donc, clairement, ce sera une concession, une perte. Et ça va être difficile. Vu la façon dont il a parlé de cette guerre et de ses résultats ces derniers mois, on peut penser qu'il va faire face à beaucoup d'opposition quand les détails commenceront à sortir au grand jour. Franchement, ce sera un champ de mines.

#Guest

Et bien sûr, il y a deux formes d'opposition. D'un côté, le lobby sioniste, qui va attaquer ouvertement l'accord en disant que c'est une concession au mal... Et puis, il y aura, enfin je l'espère, si nos médias finissent par s'y intéresser et s'il reste chez nous quelques politiciens qui ne soient pas complètement pathétiques, des gens qui se demanderont ce qui s'est passé. Pourquoi on a fait ça ? Quelle guerre absurde c'était ? Lancée, de manière unilatérale, par le président des États-Unis, sans aucun soutien du public, sans appui du Congrès, sans explication claire. Avec, au départ, des déclarations affirmant que l'objectif était un changement de régime et une reddition sans condition... Et toutes ces promesses, aucune n'a été tenue. Donc, oui, il y aura forcément des critiques, et elles sont méritées. Mais on est loin, très loin, d'en avoir fini avec le lobby sioniste aux États-Unis.

#Glenn

Oui, eh bien, je pense que les gens se laissent toujours entraîner dans ces guerres à cause de la manière dont le débat politique fonctionne aujourd'hui. Par exemple, quand ils ont attaqué l'Iran, la logique, en gros, c'était : si tu soutiens l'opération, tu es pro-israélien ; si tu ne la soutiens pas, tu es pro-iranien. C'est comme ça que les gens parlent. Personne n'a commencé par se demander : qu'est-ce qu'on veut vraiment atteindre, et comment on peut y arriver ? Quelle est la stratégie ? Et on fait la même chose avec la guerre contre la Russie. Là encore, le langage utilisé, c'est : si tu soutiens certaines actions, ça veut dire que tu es pour ou contre, pro-russe ou pro-OTAN. Mais au fond, ça ne veut rien dire, ta position n'a aucune importance si tu n'arrives pas à atteindre tes objectifs. Et c'est très difficile d'expliquer en quoi cette guerre était, dès le départ, pro-américaine ou pro-israélienne. Elle ne servait pas leurs intérêts.

#Guest

Je pense qu'il y a encore deux ou trois choses à ajouter. D'abord, il n'existe aucune norme réelle contre la guerre au sein de l'exécutif américain, et certainement pas dans l'esprit de Trump. L'idée même de bombarder des endroits, de tuer des gens, d'assassiner des personnes... c'est devenu une norme. Aucun responsable américain ne se dirait : « Ah, mais la Charte des Nations unies ne le permet pas. » Cette phrase n'existe tout simplement pas. Nous sommes dirigés par des gangsters, avec une mentalité de gangster : fais ce que tu peux, échappe à ce que tu peux. Tous les autres sont des naïfs. Ne sois pas idiot. Le droit international, ça n'existe pas. Donc, premièrement, il n'y a

aucune norme contre ce genre d'actions. Il n'y a ni scrupule moral, ni contrainte juridique, ni besoin de justification, à part la victoire elle-même. Et ensuite vient la question très pragmatique : est-ce que ça va marcher ?

Et je pense qu'il est probable que Trump était dans une sorte d'euphorie — enfin, disons plutôt une euphorie délirante — à cause du Venezuela. Il y aurait eu, selon lui, une opération interne entre la CIA et le gouvernement vénézuélien, un accord pour renverser de force le président du pays. Le régime, lui, est resté en place, mais le gouvernement a changé, et la politique aussi, d'une certaine manière. Parce que tout ça a servi de couverture aux États-Unis pour lever les sanctions imposées auparavant au Venezuela et recommencer à importer du pétrole vénézuélien. Et les Vénézuéliens, qui avaient désespérément besoin d'argent, ont accepté ce marché. Et je pense que la manœuvre iranienne, elle, n'avait pas pour but de déclencher une guerre, mais plutôt une opération d'un jour.

Et tout ce qu'on sait à ce sujet raconte la même histoire : il y avait un plan pour installer un dirigeant. Trump l'a dit lui-même : éliminer la direction, décapiter le pouvoir, et tout ira bien le lendemain. C'est donc aussi le comportement de gens à la fois très naïfs et très arrogants. À mes yeux, cela montre une rupture totale de la politique aux États-Unis. Nos institutions ne fonctionnent plus. Nous n'avons pas de contrôle institutionnel. Nous n'avons pas de Conseil de sécurité nationale opérationnel, ni d'appareil de sécurité nationale efficace. Et, clairement, nous n'avons plus une république au sens d'un ordre constitutionnel où le Congrès gouvernerait, déclarerait la guerre, exercerait un contrôle sur les actions de l'exécutif, ou maîtriserait les choses par le budget.

On n'a rien de tout ça. En ce moment, c'est un petit groupe avec une mentalité de gangsters qui dirige les choses. Ça n'a pas marché pour eux. Ils se retrouvent maintenant face à certaines contraintes, à cause de l'échec de cette opération d'un jour. En gros, ils essaient juste de trouver une porte de sortie, je pense. Ce n'est pas une reddition, ce n'est pas une victoire. Ça montre simplement à quel point tout ce gangsterisme était inutile, et à quel point ça fait du mal à tout le monde — à nous, et surtout au peuple iranien, avec ces cent soixante écolières tuées dès le premier jour de la frappe à Minab. Ça a été un désastre pour tout le monde. Le seul endroit où ça n'a pas été un désastre, c'est dans la tech, les grandes entreprises qui ont pu tester leurs armes, décrocher de nouveaux contrats du Pentagone pour des systèmes d'intelligence artificielle, faire quelques "erreurs" comme le massacre d'écolières... mais tout ça, apparemment, fait partie du processus d'apprentissage automatique et du développement de leurs systèmes.

Palantir a gagné. La Bourse israélienne a gagné. Donc, les va-t-en-guerre, eux, s'en sortent vainqueurs. Le monde, lui, a subi des pertes bien plus lourdes, d'un point de vue militaire, stratégique et diplomatique. Ce n'était pas seulement inutile, c'était une défaite. Les États-Unis ont perdu toute prétention à protéger les pays du Moyen-Orient, à maintenir une supériorité militaire ou à exercer une forme quelconque de contrôle hégémonique. Encore un point, Glenn, que j'aimerais ajouter, alors qu'on essaie encore de comprendre ce qui s'est passé dans ces premières heures : les Iraniens étaient déjà en grande difficulté économique. Le blocus les a vraiment touchés. Mais au-delà de ça, les États-Unis mènent depuis des années une guerre économique contre l'Iran. Et notre

secrétaire au Trésor, Janet Yellen, a, disons, une mentalité assez mafieuse. Elle a même expliqué comment la diplomatie économique américaine avait écrasé l'économie iranienne.

Et je pense... enfin, je suppose que les Iraniens voulaient conclure une sorte d'accord pour libérer une partie de leurs avoirs. Ce qui est intéressant, c'est que ces avoirs avaient été saisis illégalement par les États-Unis à l'origine, mais que Washington s'en servait comme levier de négociation. Je crois que cela montre que, même si la puissance militaire américaine reste considérable, elle n'a plus vraiment l'avantage stratégique — ni en Ukraine, ni en Iran, et certainement pas en Asie de l'Est — contrairement à ce que certains Américains aiment à croire. En revanche, l'emprise des États-Unis sur les transactions internationales reste forte. Pas négligeable, il faut le dire. Je trouve d'ailleurs assez étonnant que les pays des BRICS n'aient toujours pas, à ce stade, mis en place un véritable contournement du système de guerre économique unilatérale des États-Unis. Parce que c'est illégal, et qu'il est possible d'y échapper. Mais pour l'instant, Washington continue d'utiliser cette guerre économique avec une certaine efficacité, notamment au Venezuela et en Iran.

#Glenn

Tu disais tout à l'heure que ta boîte mail était remplie de messages de gens qui mettaient en garde, ou au contraire, qui minimisaient en disant que ce n'était qu'une désescalade temporaire. Et je pense que c'est un point valable aussi. Mais ce que tu viens de dire maintenant... est-ce que tu penses que ça pourrait être un tournant pour les États-Unis ? Pas seulement dans leur stratégie au Moyen-Orient, mais plus largement ? Pas parce que ce serait un moment de clarté morale, mais parce qu'on reconnaît que la répartition du pouvoir a changé. En gros, si tu essaies de tout faire et qu'au final tu es sanctionné, à un moment, tu dois bien changer de cap. C'est un peu ce que j'ai entendu aussi à propos des tensions entre les États-Unis et Israël. Certains disent que c'est du théâtre, mais j'ai du mal à croire que ce soit uniquement ça, vu la manière dont c'est traité dans les médias israéliens, et comment ça alimente les divisions aux États-Unis. Et encore une fois, on pourrait étendre cette logique à la guerre contre la Russie.

Autrement dit, si la guerre n'est pas une réussite... eh bien, d'abord, quand une guerre échoue, à Washington on a tendance à dire : au moins, on a affaibli l'adversaire. On a détruit beaucoup de choses, on a tué beaucoup de monde. Mais là, stratégiquement, on a l'impression qu'à la fin, non seulement l'Iran, mais aussi les Russes vont en sortir gagnants. Et que l'OTAN, les États-Unis... eux, vont se retrouver dans une position beaucoup plus faible. Ce n'est pas comme ça que les guerres sont censées fonctionner. Pensez-vous qu'il soit possible que, surtout au Moyen-Orient, cette guerre pousse les États-Unis à changer profondément leur stratégie ? Leurs bases ont été touchées, leurs alliances aussi. À un moment donné, ils devront bien, je suppose, s'adapter à la réalité : c'est-à-dire à ce qu'il est réellement possible de faire pour renforcer leur propre sécurité.

#Guest

Je pense que oui, à un niveau fondamental, le monde est en train de changer, et la perception de la puissance américaine change elle aussi, de manière très nette. Les États-Unis restent un pays puissant, mais après mille neuf cent quatre-vingt-onze, ils se sont proclamés hégémon mondial. Ils ont affirmé être la seule puissance unipolaire de la planète. En gros, ils se sont attribué un droit de regard sur le monde entier. Et cela a été formulé très clairement par Zbigniew Brzezinski en mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept, dans **Le Grand échiquier**. Le sous-titre de ce livre, c'était en substance **Préserver la primauté américaine**. L'idée de cet ouvrage — très influent, et surtout révélateur de l'état d'esprit à Washington —, c'était que les États-Unis devaient contrôler l'Eurasie pour pouvoir garder le contrôle du monde.

Et la manière de garder le contrôle sur l'Eurasie, c'était essentiellement d'affaiblir la Russie, de l'encercler avec l'OTAN, d'empêcher toute alliance entre la Russie, la Chine et l'Iran, et de monter les différents États les uns contre les autres. En prenant l'Ukraine, en fait, on obtenait le pivot, le pivot géographique de toute l'Eurasie, parce que la Russie serait affaiblie. Elle n'aurait plus d'autre choix que de se tourner vers les États-Unis et l'Occident. Dans ce livre, c'est intéressant, Brzezinski dit que c'est ainsi que le monde évoluera. Les États-Unis resteront l'hégémon, grâce à leur domination technologique et économique. Mais ça, fondamentalement, c'est terminé. L'ascension de la Chine a complètement changé la donne.

Sur le plan géopolitique, l'Iran, la Chine et la Russie sont aujourd'hui alignés d'une manière que Brzezinski disait impossible. Sur le plan militaire, les États-Unis sont dans une impasse. Ils ne peuvent pas imposer leur volonté par la force à la Russie. Ils n'ont même pas pu le faire avec l'Iran. C'est l'une des leçons les plus claires de tout ça. Et il n'y a absolument aucune chance qu'ils puissent imposer leur volonté militaire à la Chine. Je pense que les États-Unis ont peut-être fini par le reconnaître, dans ces trois théâtres. En Ukraine, ils se lavent les mains de la guerre. Et vis-à-vis de la Chine, Trump a dit assez ouvertement, à propos de Taïwan : nous ne voulons pas de guerre, nous ne voulons pas que vous déclariez votre indépendance, et nous suspendons nos ventes d'armes à Taïwan.

C'est à peu près ce qu'il avait dit en quittant Pékin, après le sommet de l'an dernier : on ne peut pas imposer notre volonté à la Chine. Donc, d'une certaine manière, je pense que ce qu'on observe, c'est que les États-Unis n'exercent plus de contrôle hégémonique sur l'immense espace eurasiatique... enfin, pardon, sur l'Asie en particulier, et sur la partie de l'Eurasie qui n'est pas dans l'Union européenne. Il faut être précis. Les États-Unis gardent encore de l'influence. Ils ont toujours la capacité d'imposer des sanctions, de faire pression, de provoquer de la douleur économique. Mais ils ne peuvent plus imposer une victoire militaire. Et j'ai le sentiment que, de plus en plus, même leur capacité à imposer des sanctions économiques ou à contraindre d'autres pays s'affaiblit. Cela dit, je reconnais qu'ils ont quand même joué un certain rôle dans ce qu'on a vu récemment vis-à-vis de l'Iran.

Si je devais le dire en termes anciens, l'Empire romain était un empire expansionniste, depuis Auguste jusqu'au premier siècle après Jésus-Christ. Puis il a atteint ses limites. Bien sûr, il les a atteintes assez tôt en Germanie, lors de la bataille de la forêt de Teutobourg. Et quand l'Empire romain a décidé de ne pas conquérir la Germanie, cette défaite douloureuse est survenue très tôt — je crois que c'était en l'an neuf, si je me souviens bien. Mais après ça, les Romains ont dit : on ne va plus vraiment combattre en Germanie, on va tenir une ligne. Puis, quand Hadrien est devenu empereur — je crois que c'était en cent dix-sept — il a déclaré : nous avons atteint les limites de l'empire. Nous vivrons en paix, ou peut-être qu'on se battra un peu sur nos frontières, avec quelques escarmouches, mais on n'ira pas plus loin. Si je peux me permettre une comparaison un peu brutale, peut-être qu'à Washington, on finira par comprendre : il faut s'arrêter. On ne peut pas contrôler, diviser, affaiblir ou vaincre la Russie.

On ne peut pas contrôler le Moyen-Orient de façon hégémonique, et sûrement pas l'Asie de l'Ouest avec la Perse, ou l'Iran d'aujourd'hui, et encore moins avec la Chine. Mais ça ne veut pas dire que les jeux vont s'arrêter. La diplomatie économique, comme l'appelle Janet Yellen, notre secrétaire au Trésor, en utilisant des outils laids et illégaux, va continuer. Mais je pense, Glenn, que tu as raison : dans les trois grands théâtres dont Brzezinski lui-même parlait — les relations entre les États-Unis et la Russie, entre les États-Unis et l'Iran, et entre les États-Unis et la Chine — les limites ont été atteintes. Les gens devraient regarder l'expérience de la guerre en Ukraine, cette crise, la guerre stupide et inutile avec l'Iran, et la guerre commerciale ratée avec la Chine, comme autant de preuves que l'Amérique n'est certainement plus une puissance unipolaire. Ce n'est clairement pas l'hégémon mondial. Elle n'impose plus sa loi au monde, peut-être seulement entre le quarantième degré de longitude est et le Pacifique, jusqu'à la Chine. Et peut-être qu'elle finira par en tirer quelques leçons.

Arrêtez d'agir comme des gangsters, parce qu'en réalité, les États-Unis ont utilisé le gangstérisme pour essayer d'étendre, de prolonger, de renforcer leur pouvoir. Mais ce genre de méthode s'use très vite. Il n'y a pas de coopération. Il n'y a pas de confiance. Il n'y a pas de respect. Il n'en sort aucun vrai pouvoir, seulement des tactiques et des manœuvres. Et je pense que les États-Unis viennent encore d'être démasqués de cette façon. Les États-Unis restent puissants, et très agressifs, surtout dans notre propre hémisphère. Les événements d'aujourd'hui pourraient être suivis, à tout moment, d'une invasion de Cuba. On pourrait voir surgir d'autres choses terribles. Les États-Unis ne sont pas devenus un État bienveillant, respectueux du droit international. Ils restent un pays querelleur, brutal, au comportement de gangster — un empire selon la mentalité de Washington. Mais les limites de ce pouvoir sont désormais mieux comprises qu'avant, même si elles ne sont pas reconnues ouvertement, et elles sont, sans aucun doute, très mal acceptées.

#Glenn

Eh bien, à propos du moment unipolaire, je pense que la principale critique dans les années quatre-vingt-dix, c'était que ce moment unipolaire serait forcément temporaire. Les États-Unis finiraient par

s'épuiser, et cela pousserait leurs adversaires à s'unir pour rééquilibrer la puissance américaine. Aujourd'hui, la guerre contre la Russie a rapproché les Russes de la Chine. La guerre contre l'Iran a rapproché l'Iran encore davantage de la Russie et de la Chine. Donc, à un certain moment, il faut tirer la leçon que la paix hégémonique ne correspond pas à la réalité. Et quand les politiques ne reflètent pas la réalité, les conséquences sont très regrettables.

#Guest

Exactement, Glenn. Et je pense qu'il y a deux choses que les gens devraient garder à l'esprit à ce sujet. D'abord, il y a un effet d'équilibre : quand on met trop de pression sur ses adversaires, ils finissent par s'allier, et on découvre qu'on n'est pas aussi puissant qu'on le croyait. Ensuite, il y a le mythe de la domination technologique des États-Unis. Ce mythe persiste encore aujourd'hui, notamment sur le marché boursier américain. Mais l'idée selon laquelle, au fond, comme l'avait dit Brzezinski très clairement en mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept — et lui-même en était prisonnier —, les États-Unis finiraient par l'emporter parce que la technologie occidentale est supérieure, et que les autres pays devraient bien finir par l'admettre, que ce soit sur le champ de bataille ou dans l'économie... eh bien, cette idée-là est en réalité l'une des raisons fondamentales de l'échec du moment unipolaire.

La Chine est clairement en compétition, et sur bien des plans, elle dépasse même les États-Unis sur un très large éventail d'activités technologiques. Mais ce n'est pas seulement ça. Regardez l'Iran. C'est un pays sophistiqué, capable de produire des armes avancées, et ça, à Washington, on ne l'avait pas du tout compris, ni même ressenti. C'est pareil avec la Russie. La technologie s'est diffusée. Les armes de pointe, les technologies numériques, l'intelligence artificielle... tout ça n'appartient plus à Elon Musk, ni à Palantir, ni à Israël, ni aux États-Unis. Ce sont des technologies mondiales, qui se sont répandues dans de nombreux centres de pouvoir. Et il y a des gens très intelligents un peu partout. Donc, l'idée que la suprématie du monde occidental repose sur sa supériorité technologique, il faut maintenant la mettre de côté.

Et si on mettait tout ça de côté, il n'y aurait pas seulement la paix et le respect mutuel, mais aussi beaucoup plus de bénéfices économiques. Parce que ce que je rejette totalement — et j'en rirais si ce n'était pas aussi tragique — c'est que l'économie mondiale a été confisquée par les stratèges militaires. Ils considèrent désormais le commerce et la finance comme des armes stratégiques, au lieu d'y voir des moyens de progrès économique et d'avantages partagés. Alors moi, je veux que les économistes qui croient au libre-échange, à la finance ouverte et au bénéfice mutuel reprennent ces outils des mains de ces guerriers économiques — comme notre secrétaire au Trésor et d'autres, notre secrétaire au Commerce et nos représentants au commerce extérieur — qui voient tout ce qui touche à l'économie à travers le prisme de la guerre.

#Glenn

Merci d'avoir pris le temps. En fait, si je peux juste ajouter une remarque, je pense que ce que vous avez dit sur la technologie est vraiment important. Parce que ça montre que ces guerres ne marquent pas seulement la fin de l'ère hégémonique d'après la guerre froide, mais aussi celle de plusieurs siècles de domination technologique occidentale. Et, disons, au moins de leadership international depuis environ cinq cents ans, depuis que les puissances maritimes occidentales ont entrepris de reconnecter le monde. C'est donc une période intéressante. Merci encore, vraiment.

#Guest

Bien sûr. À très bientôt. Merci beaucoup.